

»» Le G20,

qui regroupe les gouvernements des 20 pays parmi les plus riches du monde,

se réunira le 2 avril à Londres avec la prétention d'apporter des réponses à la crise.

»»»» Nous

qui intervenons sur les terrains sociaux, économiques, écologiques, de la paix ou de la solidarité internationale

savons les dégâts qu'ils ont eux-mêmes causés.

»» Ces dégâts sont la conséquence d'un **modèle ultra-libéral** fondé sur le laisser-faire, l'accumulation des profits à court terme par une minorité, la spéculation financière, la répartition inégale des richesses, un système commercial injuste, le recours à l'endettement irresponsable et/ou illégitime, le productivisme, le pillage des ressources naturelles, la privatisation des services publics et la militarisation des rapports internationaux...

»» Cette crise frappe l'humanité dans son ensemble, à commencer par les plus vulnérables au Nord et les populations des pays du Sud qui sont victimes d'une crise dont elles ne sont pas responsables. Les moyens utilisés pour sortir de la crise se limitent, pour l'essentiel, à socialiser les pertes en vue de sauver sans réelle contre-partie le système financier et les multinationales. Où sont les moyens pour répondre aux demandes des populations ?

»» Le monde n'a pas besoin seulement de **régulations** placées sous la surveillance d'institutions internationales en partie responsables de la crise actuelle

(FMI ou OMC notamment) ; il a besoin d'un nouveau système démocratique fondé sur le respect de tous les droits de l'homme, la satisfaction des besoins sociaux, le travail décent, la souveraineté alimentaire, le respect de l'environnement et la restauration des écosystèmes, la diversité culturelle, l'économie sociale et solidaire et une nouvelle conception de la richesse, basée sur son réel partage et une conception écologique et sociale du développement.

»» Face à la volonté du G20 de décider au nom de tous les pays et à la place des peuples du monde entier, il est important de faire entendre et d'imposer d'autres solutions pour sortir de la crise et de les inscrire dans les dynamiques sociales déjà engagées, en France comme dans d'autres pays. En cohérence avec les mobilisations syndicales du 29 janvier et du 19 mars en France, la journée mondiale d'action organisée le 28 mars en lien avec la réunion du G20 doit nous permettre de porter ces propositions et revendications au cœur du système néolibéral.

À cette occasion, nous appelons la population à participer massivement aux actions qui seront organisées dans notre pays.

Associations et syndicats signataires de l'appel : **Agir contre le chômage - AC!** / Aitec - Ipam / AlterEkolo / Les Amis de la Terre France / Association pour l'emploi, l'information et la solidarité - APEIS / Attac France / Cedetim / Confédération générale des SCOP - CGSCOP / CGT Finances / Confédération paysanne / Convergence pour les services publics / Centre de recherche et d'information pour le développement - CRID / Fédération Artisans du Monde / Fondation Copernic / France Amérique Latine / Fédération syndicale unitaire - FSU / Habitat international coalition - HIC / Ligue des Droits de l'Homme - LDH / Marches européennes / Mémoire des luttes / Mouvement de la Paix / Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples - MRAP / Réseau féministe Ruptures / Syndicat national de l'enseignement supérieur - SNESUP / Syndicat national unifié des impôts - SNUI / SUD PTT / Union syndicale Solidaires // Organisations politiques en soutien : Les Alternatifs / La Fédération / Nouveau Parti Anticapitaliste / Parti Communiste Français / Parti de Gauche / Les Verts.